

## [Texte]

originally set up, I think some of the arguments opposing CDIC or deposit insurance at that point in time would be that government should not be involved in it. It should be a self-insured scheme and the industry should look after itself.

I cannot help but note that in the investment industry we have a depository which is financed by members within the industry. The amount of money is not substantial by comparison with CDIC but it is raised within the industry and currently amounts to some \$10 million. That is to look after any claims of failure or any clients who get into trouble and so on and so forth. So it has been done in that particular industry. No client has ever lost any money in the investment industry; that is, from a registered broker.

But I think the situation has gone on too long. If what you are suggesting was put into practice, if it could be put into practice, naturally the major chartered banks would say they simply were not going to participate in such a scheme because there is no reason for them to fail. The public knows they are there and secure. They do provide 70% of the funds at the present time and you would have them very strongly opposed to participating. So I am afraid it is not a practical solution.

Now, what we are proposing... there is the loss of tax revenue but the capital infusion does come from the members. That is what we are suggesting. The billion dollars does come from the member institutions. We are not suggesting it come from government.

It leads us into another sector. Mr. Chairman, I know time is short, but I think it is an important one—and Mr. Brown would, I think, be the better one to elaborate—and that is the method whereby CDIC is currently funding this deficit. Because we would point out to you, it is doing so in a very costly manner, a costly manner which is not necessary. In other words, they could save substantial amounts of capital if they were to have direct access to the Consolidated Revenue Fund, rather than borrowing from the institutions.

• 1150

**The Chairman:** We raised this when we had CDIC before them. Here they are paying one-quarter over bank prime, and note that one of the thingamajigs that was involved in the Seaway operation was Midland Bank. Midland Bank was given the opportunity to finance the recovery of Seaway, or whatever; was able to charge one-quarter over bank prime; the amount involved in the statement is \$137 million. One-quarter over bank prime gave Midland Bank its \$5-million investment back completely just in the management of the interest spreads.

I do not know how the regulators could possibly have allowed Midland to go in and profit and recoup its money by

## [Traduction]

l'établissement de la SADC, je crois que certains des arguments qui militaient contre la SADC ou l'assurance-dépôts à ce moment-là portaient que le gouvernement ne devrait pas être concerné, qu'il devrait s'agir d'un régime d'auto-assurance et que l'industrie devrait s'occuper de ses propres affaires.

Je ne peux m'empêcher de souligner que dans l'industrie du placement nous avons un dépôt qui est financé par les membres de l'industrie. Les dépôts ne sont pas importants comparative-ment à ceux de la SADC, mais l'argent est obtenu au sein de l'industrie et les dépôts s'élèvent actuellement à environ 10 millions de dollars. Ces dépôts servent à régler toute réclamation découlant de faillites ou à s'occuper des clients en difficulté ou ainsi de suite. Donc, cela a été fait dans cette industrie en particulier. Aucun client n'a jamais perdu d'argent dans l'industrie du placement: c'est-à-dire dans ses transactions avec un courtier enregistré.

Mais je crois que la situation a assez duré. Si vos propositions étaient mises en pratique, si elles pouvaient l'être, naturellement les principales banques à charte indiqueraient tout simplement qu'elles ne participeraient pas à un tel régime parce qu'il n'y a aucune raison qu'elles fassent faillite. Le public sait qu'elles sont là et qu'elles sont sûres. Elles fournissent 70 p. 100 des fonds actuellement et vous les verriez s'opposer très fermement à participer. Je crains donc que ce ne soit pas une solution pratique.

Maintenant, ce que nous proposons... Il y a la perte de recettes fiscales, mais l'injection des capitaux vient des membres. C'est ce que nous proposons. Les milliards de dollars viennent des institutions membres. Nous ne proposons pas que l'argent vienne du gouvernement.

Cela nous mène dans un autre secteur. Monsieur le président, je sais que le temps passe rapidement, mais je crois que c'est une question importante—et M. Brown serait je crois le mieux placé pour élaborer sur la question—et c'est la méthode par laquelle la SADC finance actuellement ce déficit. Nous ferons remarquer que ce financement du déficit coûte très cher, ce qui n'est pas nécessaire. En d'autres termes, ils auraient pu épargner des capitaux importants s'ils avaient eu accès directement au Fonds du revenu consolidé, plutôt que d'emprunter auprès des institutions.

**Le président:** Nous avons soulevé cette question lorsque la Société d'assurance-dépôt a comparu devant eux. Les voici qui paient un quart de point au-dessus du taux préférentiel et, remarquez que l'un des intervenants impliqués dans la remise en service maritime était la *Midland Bank*. La *Midland Bank* a eu la possibilité de financer cette opération; elle a pu exiger un quart de point au-dessus du taux préférentiel. Le montant dont on fait état dans le compte rendu est de 137,000,000\$. Grâce au taux supérieur d'un quart de point au-dessus du taux préférentiel, la *Midland Bank* a pu récupérer son investissement de 5,000,000\$ au complet, simplement par la gestion des intérêts.

Je ne sais comment les contrôleurs ont pu permettre à la *Midland Bank* d'arriver à faire des profits et du coup, à récupérer son argent en ayant recours à ce procédé. J'ai